



Caractéristiques géographiques

Langues officielles : français et arabe

Superficie : 1 284 000 km²

Population : 17,8 millions d'habitants

Densité : 13,8 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 3,1 %

Part de la population urbaine : 24,1 %

Économie

Notation de la dette souveraine : nd

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 190^e/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2022) : 2,7

Taux de change effectif réel (moyenne 2018-2022, base 100 en 2010) : 96,9 (98,8 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu
Risque de surendettement : élevé

PIB par habitant (2022) : 716,8 dollars US

Taux de croissance (2022) : 2,9 %

Inflation (2022) : 5,8 %

PIB (2022) : 7 808,1 milliards XAF /
11,4 milliards de dollars US

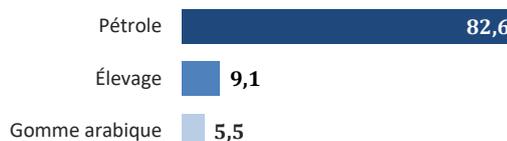
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2018-2022)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2018-2022)



Développement humain et infrastructures



53,0 ans

Espérance de vie



38,1 %

Population sous le seuil de pauvreté



46,2 %

Accès à l'eau potable



10,7 %

Mortalité infantile



37,5

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



11,3 %

Accès à l'électricité



31,4 %

Prévalence de la malnutrition dans la population totale



26,8 %

Alphabétisation des adultes



60,2

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



13/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



24 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



48,4 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2023 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Avertissements, sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

Faits saillants

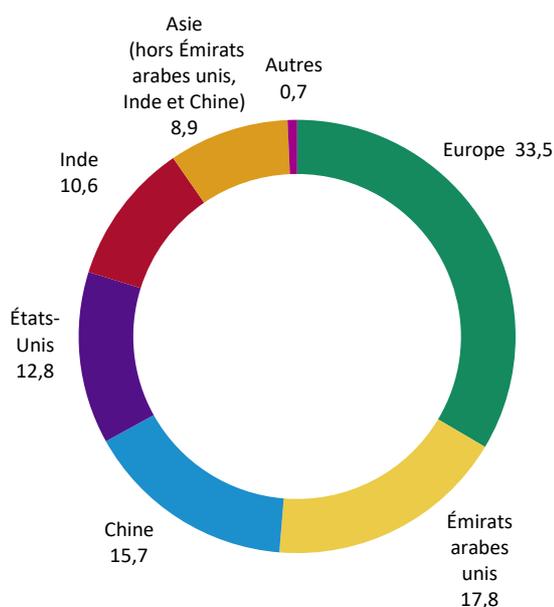
- **L'activité économique au Tchad est repartie à la hausse (+ 2,9 %)**, après deux années consécutives de récession. La croissance devrait se poursuivre en 2023 (+ 3,7 %), mais cette prévision comporte de nombreux risques baissiers, notamment climatiques et sécuritaires. L'inflation est élevée en 2022 (+ 5,8 %) et devrait le rester en 2023 (+ 6,3 %), du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits énergétiques. L'excédent budgétaire de 2022 (+ 4,2 %) principalement dû à la hausse des recettes pétrolières rappelle la vulnérabilité du budget et de la dette du pays face aux variations des cours du pétrole.
- **Le Tchad bénéficie depuis décembre 2021 d'une facilité élargie de crédit (FEC) du Fonds monétaire international (FMI)**. Ce programme est d'une durée de 36 mois et d'un montant de 392,56 millions de droits de tirage spéciaux (DTS, soit environ 570,5 millions de dollars US, 280 % de la quote-part). Les deuxième et troisième revues de la FEC, organisées en décembre 2022 et mai 2023, notent des améliorations structurelles mais signalent des résultats mitigés du programme. Le Tchad est devenu le premier pays à accepter un accord avec ses créanciers, dont la société suisse de matières premières Glencore, au titre du cadre commun du G20 en novembre 2022.
- **La diversification des activités économiques et l'adaptation au changement climatique, enjeux majeurs de développement pour le Tchad, nécessitent des transformations structurelles**. Les projets d'investissement en énergies vertes en 2022 et début 2023 contribuent à un développement durable, en diversifiant les sources d'énergie produites, en accroissant l'accès de la population à l'électricité et en promouvant une énergie décarbonnée.
- **Des élections présidentielles devraient se tenir en 2024, dans un contexte politique instable**. Après une réélection controversée et l'assassinat le 20 avril 2021 d'Idriss Déby Itno, président depuis 1990, son fils, le général Mahamat Idriss Déby Itno, a pris le pouvoir à la tête d'un conseil militaire de transition.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie tchadienne est largement dépendante de la production de pétrole (qui représente 11 % du PIB nominal, 95 % des exportations et 47,0 % des recettes budgétaires, en moyenne sur la période 2018-2022).

Deuxième pilier de l'économie, le coton a connu de longues années de crise depuis 1990, avant de se redresser quelque peu en 2018 sous l'impulsion du Singapourien Olam, qui a racheté CotonTchad et a relancé l'industrie textile. Le secteur primaire (pétrole, élevage, coton, céréales, gomme arabique, etc.), le secteur secondaire (raffinerie, BTP, etc.) et le secteur tertiaire (banques, transports, commerces, télécommunications, etc.) représentent respectivement 44 %, 17 % et 34 % du PIB en 2012¹, d'après la BEAC ; mais, les activités agricoles et d'élevage occupent 75 % de la population².

Destinations des exportations du Tchad (2017-2021)
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

¹ Les 5 pourcents restants sont les taxes nettes sur les produits.

² BNP Paribas (2023), « Tchad – Le contexte économique ».

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Tchad

	2018	2019	2020	2021	2022
Pétrole brut (en millions de tonnes)	6,5	7,3	7,0	6,7	7,2
Prix du baril de pétrole tchadien (en dollars)	64,8	57,9	40,6	68,0	95,2
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	259,1	244,2	168,1	271,6	426,5
Coton-graine (en milliers de tonnes)	47,8	15,5	113,5	123,1	146,5
Prix d'achat aux producteurs (en francs CFA par kg)	220,0	220,0	220,0	220,0	220,0
Mil et sorgho (en milliers de tonnes)	1 744,2	1 690,1	1 656,8	1 517,1	1 660,8
Manioc (en milliers de tonnes)	284,3	297,0	293,9	295,1	290,3
Arachide (en milliers de tonnes)	893,9	873,2	840,0	798,0	829,4
Canne à sucre (en milliers de tonnes)	341,3	341,1	347,9	358,4	300,9
Gomme arabique (en milliers de tonnes)	49,9	50,9	50,8	54,3	54,1
Bétail (cheptel en milliers de têtes)	24 758,3	26 448,4	27 573,7	29 393,6	30 863,3

Sources : BEAC et administrations nationales.

Les chaînes de valeur agricoles sont toutefois insuffisamment développées malgré l'importance des productions notamment en mil et sorgho (pour une production de 1,66 million de tonnes en 2022). Les coûts élevés de l'énergie et des transports empêchent l'émergence d'un secteur industriel robuste dans le pays et une meilleure valorisation des produits agricoles et de l'élevage.

Le secteur public, et surtout l'État, est prédominant aussi bien dans la sphère économique que dans la sphère financière. Malgré des vagues de privatisations (par exemple CotonTchad repris par le groupe Olam en 2018), les principales entreprises non financières (hydrocarbures, télécommunications, agriculture) sont détenues par l'État. Celui-ci a néanmoins des moyens de fonctionnement limités, ses financements, internes ou externes, étant très contraints. Le niveau de pression fiscale (recettes fiscales hors pétrole / PIB non pétrolier) s'élevait à 8,6 % en 2022 (en stagnation par rapport à 2021 [8,8 %] et inférieur à celui des autres pays de la CEMAC, dont la moyenne était de 12,1 % en 2022, et à l'objectif communautaire de 17 %). La dette publique a continué de diminuer (de 46,4 % à 39,5 % du PIB entre 2018 et 2022). Selon la dernière analyse de la viabilité de la dette du FMI³, la charge de la dette (ramenée au revenu de l'État) devrait toutefois rester élevée, aux alentours de 18 %, soit bien au-dessus de la référence du FMI de 14 %, et ne diminuerait qu'après 2026⁴. Le secteur bancaire est aussi très dépendant de l'État, mais indirectement, par le biais

des portefeuilles de titres d'État et d'entreprises publiques détenus par les banques. La dette de l'État détenue par le secteur bancaire a crû continuellement pour atteindre 13 % du PIB non pétrolier en 2022.

Des programmes tentent de répondre à la faible inclusion financière de la population tchadienne. Selon la base de données Global Findex⁵, la part des titulaires d'un compte financier numérique est passée de 22 % en 2017 à seulement 24 % en 2022, alors que la moyenne de l'Afrique subsaharienne a progressé de 43 % en 2017 à 53 % en 2021. En outre, le secteur de la microfinance demeure peu développé auprès des populations vulnérables. Face à cette situation, la Banque africaine de développement (BAfD) a lancé un projet⁶ de développement du secteur de la microfinance pour promouvoir l'accès des femmes et des jeunes à des services financiers sécurisés.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

L'activité économique est repartie à la hausse en 2022 (+ 2,9 %), après deux années consécutives de récession. Le secteur primaire a fortement contribué à la croissance (+ 2,8 points de pourcentage, pp), notamment les cultures vivrières (+ 1 pp) et les activités pétrolières (+ 0,9 pp). Selon les prévisions de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), la croissance devrait s'accroître en 2023 (+ 3,7 %) en raison d'une accélération des activités pétrolières et de la reprise des travaux publics. Ces estimations comportent toutefois

³ FMI (2019), *article IV sur le Tchad*, appendice « Debt Sustainability Analysis », juillet, p. 11.

⁴ FMI (2020), « Request for disbursement under the rapid credit facility and cancellation of the extended credit facility arrangement », août.

⁵ Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP) (2022), « Inclusion financière au Tchad ».

⁶ BAfD (2022), « Projet d'appui au développement de la microfinance en soutien à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes », mars.

des risques baissiers, à savoir les risques climatiques, la volatilité des cours de pétrole et le conflit au Soudan.

L'inflation s'est fortement élevée en 2022, à hauteur de 5,8 %, contre - 0,8 % en 2021. Elle est tirée principalement par la hausse du prix des denrées alimentaires. L'inflation devrait rester élevée en 2023 (6,3 %), en raison des conséquences migratoires du conflit au Soudan et des pénuries de carburant liées aux travaux de maintenance de l'unique usine de raffinerie du pays ⁷. Cependant, grâce à l'ancrage de la monnaie du pays à l'euro, l'inflation récente, bien qu'elle marque une rupture avec une période d'inflation modérée (1,6 % en moyenne entre 2017 et 2021), demeure très inférieure à la moyenne de celles des pays d'Afrique subsaharienne (9,6 % sur la même période d'après le FMI).

En 2022, le solde des transactions courantes s'est accru, passant de 689 à 1 860 milliards. Les exportations de pétrole, qui représentent 95 % des exportations totales, ont fortement augmenté (+ 70 %) par rapport à 2021. Le déficit du compte financier s'est en revanche largement creusé (+ 63 %).

Le Tchad bénéficie depuis décembre 2021 d'une facilité élargie de crédit (FEC) du Fonds monétaire international (FMI). Ce programme est d'une durée de 36 mois et d'un montant de 392,56 millions de droits de tirage spéciaux (DTS, soit environ 570,5 millions de dollars US, 280 % de la quote-part). La deuxième et la troisième revue du programme de la FEC ont eu lieu respectivement en décembre 2022 et mai 2023. Les résultats du programme ont toutefois été mitigés. Seuls deux des quatre critères de performance quantitatifs fixés pour la fin décembre 2022 ont été remplis : les critères relatifs au déficit budgétaire non pétrolier et celui du financement intérieur net n'ont pas été respectés en raison de dépassements importants des dépenses civiles et militaires, liés à la situation sécuritaire du pays. En revanche, des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre des réformes structurelles, quatre critères structurels ayant été remplis.

Le solde budgétaire (base engagement, dons compris) s'est nettement amélioré en 2022 (+ 4,2 %) par rapport à 2021 (- 1,1 %). L'augmentation des recettes budgétaires (+ 35 %) est tirée principalement par la

Activité économique et inflation au Tchad

(en %)

	2020	2021	2022	2023
Variation annuelle du PIB	-2,2	-0,5	2,9	3,7
Inflation (en moyenne annuelle)	4,5	-0,8	5,8	6,3

Note : Prévisions pour 2023.

Source : BEAC.

hausse des recettes pétrolières (+ 67 %), qui représentent désormais 59 % des recettes totales, contre 48 % en 2021. Les dépenses ont stagné, malgré une forte hausse des dépenses militaires (+ 50 %). Lors de la troisième revue de la FEC, les discussions entre les autorités et le personnel du FMI ont principalement porté sur le renforcement des finances publiques. Bien que ces dernières aient fait l'objet de progrès, le FMI appelle à i) un meilleur contrôle des dépenses budgétaires, en particulier de la masse salariale, ii) une hiérarchisation des dépenses en limitant le recours aux procédures de dépenses d'urgence (dépenses avant ordonnance, DAO) aux situations d'urgence, et iii) une reconstitution des réserves de liquidité et une réduction des stocks de titres du Trésor en utilisant les recettes pétrolières, compte tenu de la forte volatilité de ces dernières.

En raison de la poursuite des efforts de consolidation budgétaire, la dette publique s'établit en 2022 à 39,5 % du PIB, dont 18,5 % en dette externe. Elle passe ainsi sous la barre des 40 %, ce que le FMI prévoyait en 2023. Le ministère de l'Économie a réussi à obtenir, en novembre 2022, un rééchelonnement de la dette du Tchad jusqu'en 2024, acquis avec l'appui du G20, du Club de Paris, du FMI et de la Banque mondiale. Un mécanisme de traitement contingent pour protéger le pays face à une baisse du prix du pétrole a été mis en place. Au total, la dette publique brute est attendue par la BEAC à 35,1 % du PIB pour 2023.

L'activité bancaire s'est accélérée en 2022, le total des bilans ayant ainsi progressé de 9,5 %. La santé du système bancaire s'est toutefois légèrement dégradée. Le ratio de créances en souffrance brutes sur le total des créances brutes a enregistré une légère hausse, pour s'établir à 28,1 % en 2022, contre 26,3 % en 2021 ⁸, soit un niveau très supérieur à la moyenne de la CEMAC

⁷ RFI (2023), « Tchad : le gouvernement tente de faire face à la grave pénurie de carburant », 7 mai.

⁸ La baisse du coefficient en 2021 s'explique notamment par l'assouplissement des règles prudentielles qui ont pris fin en juillet 2022. Pour plus d'information, cf. Banque de France (2022), *Coopérations monétaires Afrique-France*, rapport 2021, p. 127.

(18,5 %), tandis que le taux de provisionnement a baissé de 1,1 point, pour atteindre 62,4 % en 2022. Le ratio de couverture des risques⁹, principal ratio de solvabilité, s'est détérioré en 2022, atteignant 6 %, contre 9 % en 2021. La rentabilité du secteur bancaire est devenue positive en 2022, à 4,5 % (contre 0,0 % en 2021), le produit net bancaire ayant crû de 26,3 %. Cette progression s'explique principalement par les opérations de portage de titres souverains, mais aussi par les opérations avec la clientèle et, dans une moindre mesure, par la hausse des produits de commissions. Le secteur bancaire tchadien est relativement concentré, avec trois banques détenant environ 65 % des parts de marché du crédit bancaire au quatrième trimestre 2022¹⁰. Trois banques sont en difficulté et font l'objet d'une recapitalisation.

ENJEUX ET DÉFIS

Les principaux enjeux de développement du Tchad résident dans la réduction de sa dépendance économique vis-à-vis du secteur pétrolier, en tirant parti du secteur agricole. Le Tchad bénéficie d'un secteur agricole important, mais sous-exploité, de vastes espaces et de longues périodes ensoleillées propices à l'énergie photovoltaïque, ce qui pourrait, à terme, permettre au pays de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole, dont la rente est mal partagée. Selon un rapport de la Banque mondiale¹¹, exploiter les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage apparaît primordial pour diversifier l'économie et accroître le potentiel de croissance. À ce titre, les autorités ont lancé le 30 juillet 2023 une campagne de vaccination bovine dans la province du lac Tchad. Cette campagne s'inscrit dans le cadre du projet Parsebalt¹² et vise à soutenir le secteur de l'élevage dans une région stratégique pour le développement agricole du pays.

En 2022, le plan « Vision 2030 » a succédé au plan national de développement. Il vise à œuvrer pour un Tchad en paix, donnant la possibilité à chacun d'accéder à l'eau, à la santé, au logement et à l'énergie. De plus, un diagnostic systématique du pays (*systematic country diagnostic*, SCD) a identifié trois priorités essentielles : i) renforcer le contrat social ; ii) s'adapter au

changement climatique ; et iii) assurer une gestion macroéconomique satisfaisante. Il a ajouté trois contraintes supplémentaires : i) l'insécurité et les conflits ; ii) la volatilité des revenus pétroliers ; et iii) la vulnérabilité au changement climatique.

L'insécurité alimentaire reste l'un des principaux défis des autorités tchadiennes dans un contexte d'inflation élevée. Le 2 juin 2022, les autorités ont décrété l'urgence alimentaire du fait de la dégradation constante de la situation alimentaire de la population, en raison de l'impact de la guerre en Ukraine sur les prix des denrées, de la mauvaise récolte due aux intempéries, et des conflits pastoraux. Selon Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization, FAO¹³), 2,1 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère en 2022, soit 18 % de plus qu'en 2021. Face à cette situation de crise alimentaire, les bailleurs multilatéraux accordent des aides d'urgence. À noter, un don de 3,8 millions de dollars US de la Banque africaine de développement (BAfD) en août 2022, afin de lutter contre l'insécurité alimentaire, et un plan des Nations unies lancé en mars 2022, d'un montant total de 511 millions de dollars US, pour faire face à la crise alimentaire.

D'après les recherches de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi), le Tchad occupait en 2022 le troisième rang des pays à faible revenu les plus vulnérables au changement climatique¹⁴. Le décret d'état d'urgence du 19 octobre 2022 est symptomatique d'un pays en proie aux catastrophes naturelles : les inondations auraient touché 18 des 23 provinces, pour plus de 600 localités immergées. Le nombre de sinistrés est estimé à plus d'un million de personnes. Ces événements climatiques extrêmes ont été pris en considération par les bailleurs multilatéraux. La Banque mondiale a approuvé, le 4 avril 2023, un don de 150 millions de dollars US en vue d'accroître la résilience du pays aux catastrophes naturelles. Le sujet de la résilience climatique fait également l'objet d'une réflexion au sein de la communauté scientifique du pays. Le 17 juin 2023, une conférence scientifique sur le thème des conséquences socio-économiques du changement climatique au

⁹ La norme communautaire s'établit à 10,5 %.

¹⁰ BEAC (2023), *Rapport sur l'évolution des taux débiteurs pratiqués par les établissements de crédit dans la CEMAC au 4^e trimestre 2022*, p. 30.

¹¹ Banque mondiale (2022), *Mise à jour économique du Tchad*, avril.

¹² *Projet d'appui à la réinsertion socio-économique des groupes vulnérables dans le bassin du lac Tchad*. Cf. Groupe de la BAfD, « Cameroun – Projet

d'appui à la réinsertion socio-économique des groupes vulnérables dans le bassin du Lac Tchad ».

¹³ FAO (2023), *Global Report on Food Crises*.

¹⁴ Ferdi (2022), « *Indicateur de vulnérabilité physique au changement climatique* ».

Tchad a été organisée à N'Djamena, sous l'impulsion de l'ambassade de France et de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon.

Le Tchad est en proie à des difficultés politiques. Le 20 avril 2021, lors d'affrontements entre l'armée tchadienne et des groupes rebelles, le président Idriss Déby Itno a été tué. Un conseil militaire de transition a été mis en place. Il est dirigé par son fils, le général Mahamat Idriss Déby Itno, qui a promis une transition de dix-huit mois renouvelable une fois avant des élections libres et transparentes d'ici mars 2023, élections finalement reportées à 2024. Enfin, le pays est toujours aux prises avec le djihadisme près du lac Tchad, mais également avec les groupes rebelles au nord. En effet les tensions se sont renforcées entre le gouvernement et les principaux groupes rebelles (FACT, CCMSR), avec les attaques de ces derniers contre l'armée tchadienne en août 2023.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

La Banque mondiale a signé, le 29 novembre 2022, un nouveau partenariat avec le Tchad dans le cadre de la Note d'engagement dans le pays (CEN), pour soutenir le second plan de développement quinquennal du pays. La note d'engagement comprend trois volets : i) la gouvernance, avec une meilleure transparence dans la gestion de la dette ; ii) l'inclusion des régions touchées par les conflits aux services publics de base ; et iii) la gestion des ressources naturelles dans le contexte de la raréfaction des ressources et du changement climatique.

De nombreux investissements dans les énergies vertes répondent à un triple objectif : accroître l'accès de la population à l'électricité, diversifier l'économie et produire une énergie propre et durable. En décembre 2022, le Fonds africain de développement a octroyé un don de 19,5 millions de dollars US, en partie financé par le fonds vert pour le climat, dans le dessein de développer le secteur de l'électricité propre et durable au Tchad ¹⁵. Ce don s'inscrit dans l'initiative Desert to Power, afin de favoriser l'accès à moindre coût à l'électricité. Alors que le taux d'électrification de la population n'était que de 6,4 % en 2020, l'objectif du

gouvernement est de le porter à 38 % en 2023. Ce plan fait suite à l'inauguration le 5 novembre 2022 de la première centrale hybride à Mongo, d'une puissance électrique de 2 mégawatts (MW). Le projet a pour but de dynamiser la province de Guéra et de pourvoir 3 000 ménages en électricité. Si les capacités énergétiques du Tchad reposent essentiellement sur les énergies fossiles, l'accord entre le gouvernement et la BAfD le 10 mai 2022 pour la construction d'une centrale solaire d'une puissance estimée à 60 MW va dans le sens d'une volonté de diversification des énergies produites.

Le développement des infrastructures constitue l'une des priorités nationales. Le 13 mai 2022 ont débuté les travaux de pose de la dorsale transsaharienne à fibre optique (DTS). L'objectif de ce projet ¹⁶, sous cofinancement de l'Union européenne et de la BAfD, est d'augmenter la connectivité des régions tchadiennes et par là même d'accroître le potentiel de croissance des secteurs agricoles, du commerce et de l'éducation, tout en permettant une meilleure efficacité administrative. En facilitant l'accès au port de Douala au Cameroun, la réhabilitation du corridor N'Djamena-Moundou-Koutéré, commencée en décembre 2022, vise à désenclaver le Tchad. Ce projet apparaît essentiel pour favoriser les exportations du pays.

Les investissements en capital humain restent essentiels pour le pays, tant pour accroître le potentiel de croissance que pour répondre aux besoins humanitaires. Le 20 septembre 2022, les autorités tchadiennes se sont vu octroyer un prêt de 11 millions de dollars US par le fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (fonds OPEP) pour soutenir l'enseignement supérieur technique. La majorité des fonds devrait servir à accroître les capacités d'accueil de l'Institut national supérieur des sciences et techniques d'Abéché (INSTA). Dans cette dynamique, le ministère de la Formation professionnelle a lancé une table ronde à haut niveau le 6 juillet 2023, en vue de réformer l'enseignement, la formation technique et l'emploi. Concernant la santé, l'Agence française de développement (AFD) a financé fin juin 2023 le projet d'appui au secteur de la santé (PASST3) ¹⁷, à hauteur de 11 millions d'euros, notamment pour améliorer l'offre de soins maternels et infantiles dans trois provinces.

¹⁵ Groupe de la BAfD (2022), « *Projet d'appui au secteur de l'énergie électrique au Tchad* », décembre.

¹⁶ Délégation de l'Union européenne au Tchad (2023), « *Le Tchad lance les travaux de pose de la dorsale transsaharienne à fibre optique (DTS)*, sous

cofinancement de la Banque africaine de développement et de l'Union européenne », mai.

¹⁷ AFD (2023), « *Tchad : cérémonie officielle de lancement de la troisième phase du projet d'appui au secteur de la santé (PASST3)* », juin.

Enfin, dans une volonté de diversifier l'économie, les autorités engagent des réflexions sur le développement du secteur du tourisme. Piloté par le ministère des Affaires culturelles, un atelier s'est tenu à N'Djamena le 8 août 2023 sur la mise en œuvre d'une politique nationale de tourisme et sur l'élaboration d'une stratégie de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel du Tchad.

ANNEXE

Tchad – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2019	2020	2021	2022
Ressources	7 963,6	7 634,1	7 891,3	9 141,3
PIB nominal	6 499,6	6 431,5	6 773,6	7 808,1
<i>dont secteur pétrolier</i>	764,9	507,7	782,2	1 316,0
Importations de biens et services	1 464,0	1 202,7	1 117,7	1 333,1
Biens	778,1	751,0	749,1	885,9
Services	685,9	451,7	368,6	447,2
Emplois	7 963,6	7 634,1	7 891,3	9 141,3
Consommation finale	4 582,5	4 704,4	4 209,9	3 955,1
Publique	697,0	768,2	954,8	1 155,7
Privée	3 885,5	3 936,2	3 255,1	2 799,3
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 789,1	1 742,4	2 032,8	2 059,5
Publique	285,0	424,0	262,0	201,0
Privée	1 494,1	1 308,4	1 760,8	1 848,5
<i>dont secteur pétrolier</i>	909,3	706,0	1 140,3	1 190,8
Variations de stocks	10,0	10,0	10,0	10,0
Exportations de biens et services	1 592,1	1 187,4	1 648,7	3 126,7
Biens	1 466,4	990,9	1 453,2	2 895,1
Services	125,7	196,4	195,4	231,6
Épargne intérieure brute	1 917,2	1 727,1	2 563,8	3 853,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	128,1	- 15,3	531,0	1 793,6
Revenus des facteurs	- 14,9	- 27,9	- 41,9	- 53,4
Épargne intérieure nette	1 902,3	1 699,2	2 521,9	3 799,7
Taux d'investissement (en % du PIB)	27,5	27,1	30,0	26,4
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	2,5	- 2,2	- 0,5	2,9
Déflateur du PIB	- 0,5	1,2	5,8	12,0
Prix à la consommation, en moyenne	1,2	4,5	- 0,8	5,8

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Tchad – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021	2022
Recettes et dons	885,0	1 195,8	1 065,8	1 456,9
Recettes budgétaires	806,0	915,8	1 014,8	1 369,6
Recettes pétrolières	326,0	401,1	483,6	806,5
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	315,0	389,1	469,2	776,5
Recettes non pétrolières	480,0	514,7	531,2	563,1
<i>dont recettes non fiscales</i>	19,0	28,8	32,6	14,5
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	79,0	280,0	51,0	87,3
Dépenses totales et prêts nets	924,8	1 118,7	1 139,0	1 130,2
Dépenses courantes	639,8	694,7	877,0	929,2
Salaires	249,0	282,8	329,0	329,9
Intérêts	64,0	52,0	76,0	40,4
<i>Sur la dette intérieure</i>	21,0	27,0	36,0	19,4
<i>Sur la dette extérieure</i>	43,0	25,0	40,0	20,9
Autres dépenses courantes	326,8	359,8	472,0	558,9
Dépenses en capital	285,0	424,0	262,0	201,0
Dépenses budgétaires	153,0	170,0	162,0	113,7
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	132,0	254,0	100,0	87,3
Dépenses de restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	56,3	76,2	15,8	347,6
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 39,7	77,2	- 73,2	326,7
Arriérés	- 64,0	60,3	46,7	- 50,0
Arriérés intérieurs	- 64,0	60,3	61,7	- 50,0
Arriérés extérieurs	0,0	0,0	- 15,0	0,0
Solde base caisse ^{c)}	- 103,7	137,5	- 26,5	276,7
Financement	103,7	- 137,5	26,5	- 276,7
Financement intérieur	92,7	- 162,5	8,5	- 33,7
Bancaire	241,9	58,8	10,4	- 120,0
Non bancaire	- 149,2	- 221,2	- 2,0	86,3
Financement extérieur	11,0	25,0	18,0	- 243,0
Tirages sur emprunts	73,0	99,0	137,0	0,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 90,0	- 100,0	- 143,0	- 270,0
Réaménagement de la dette extérieure	28,0	26,0	24,0	27,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	12,4	14,2	15,0	17,5
Recettes pétrolières	5,0	6,2	7,1	10,3
Dépenses courantes	9,8	10,8	12,9	11,9
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 0,6	1,2	- 1,1	4,2
Dette publique	52,0	52,5	49,7	39,5

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Tchad – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021	2022
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	178,9	190,6	639,6	122,7
1 - Biens et services	128,1	- 15,3	531,0	270,3
Balance des biens	688,3	239,9	704,1	1 690,9
Exportations de biens FOB	1 466,4	990,9	1 453,2	2 773,3
<i>dont : pétrole</i>	<i>1 605,3</i>	<i>1</i>	<i>1 626,4</i>	<i>2 613,6</i>
<i>élevage</i>	<i>133,9</i>	<i>136,4</i>	<i>163,7</i>	<i>207,3</i>
<i>coton</i>	<i>8,5</i>	<i>56,5</i>	<i>83,3</i>	<i>139,8</i>
<i>gomme arabique</i>	<i>89,4</i>	<i>87,7</i>	<i>90,3</i>	<i>91,3</i>
Importations de biens CAF	- 1 127,4	- 913,1	- 908,3	- 1
Importations de biens FOB	- 778,1	- 751,0	- 749,1	299,9
<i>dont : secteur pétrolier</i>	<i>- 288,9</i>	<i>- 289,8</i>	<i>- 437,4</i>	<i>- 444,5</i>
<i>secteur public</i>	<i>- 61,2</i>	<i>- 51,9</i>	<i>- 124,0</i>	<i>- 160,8</i>
<i>secteur non pétrolier</i>	<i>- 346,6</i>	<i>- 323,6</i>	<i>- 97,6</i>	<i>- 104,8</i>
Balance des services	- 560,2	- 255,2	- 173,1	- 1
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 345,9</i>	<i>- 155,6</i>	<i>- 154,0</i>	<i>- 217,3</i>
2 - Revenus primaires	- 14,9	- 27,9	- 41,9	- 219,0
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 43,0</i>	<i>- 25,0</i>	<i>- 40,0</i>	<i>- 37,6</i>
3 - Revenus secondaires	65,7	233,8	150,5	71,4
Administrations publiques	34,7	124,3	31,6	49,9
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>3,5</i>	<i>62,5</i>	<i>8,0</i>	<i>13,0</i>
Autres secteurs	31,1	109,5	118,9	21,5
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>- 6,3</i>	<i>- 12,4</i>	<i>- 7,4</i>	<i>- 7,0</i>
b - Compte de capital	72,0	111,0	19,5	99,7
c - Compte financier	- 395,7	- 356,6	- 823,1	- 141,8
Investissements directs	- 3,9	- 16,9	- 266,7	489,5
Investissements de portefeuille	- 55,5	- 124,3	- 28,9	0,0
Autres investissements	- 336,2	- 215,3	- 527,5	- 631,3
Financement exceptionnel (pour mémoire)	28,0	26,0	9,0	25,0
d - Erreurs et omissions nettes	115,5	- 81,8	- 108,5	- 235,7
e - Solde global (a + b - c + d)	- 29,2	- 136,7	- 272,5	80,6
Solde courant (en % du PIB)	2,8	3,0	9,4	1,6
Solde global (en % du PIB)	- 0,4	- 2,1	- 0,4	1,0

Source : BEAC.

Tchad – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021	2022
Court terme	438	452	541	575
Moyen terme	179	217	245	255
Long terme	16	16	15	27
Total	633	685	802	857

Source : BEAC.

Tchad – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2020	2021	2022	Passif	2020	2021	2022
Valeurs immobilisées	223	266	179	Capitaux permanents	111	137	152
Opérations avec la clientèle	721	863	908	<i>Dont fonds propres</i>	11	63	133
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	95	101	113	Opérations avec la clientèle	1 006	1 139	1 271
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	353	509	672	Opérations diverses	65	112	186
Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	24	25	63	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	140	275	213
Total	1 322	1 663	1 822		1 322	1 663	1 822

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB	76,1	70,8	62,9
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	- 7,3	- 0,0	4,5
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	- 10,1	- 0,0	5,8
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	27,9	26,3	28,1
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	13,1	11,7	12,4
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	61,0	62,9	63,7

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2020	2021	2022
1. Produits bancaires	102	114	172
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5	3	3
Produits sur opérations avec la clientèle	54	63	74
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	33	33	67
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	9	14	27
2. Charges bancaires	22	21	54
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	8	8	12
Charges sur opérations avec la clientèle	5	6	7
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Charges sur opérations diverses	8	5	33
Charges sur ressources permanentes	1	0	1
3. Produit net bancaire (1 - 2)	80	93	118
4. Produits accessoires nets	0	0	0
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	81	94	118
6. Frais généraux	53	58	64
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	8	9	10
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	20	28	44
9. Provisions nettes sur risques	19	20	27
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 2	- 1	- 4
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	- 2	6	13
12. Résultat exceptionnel net	- 3	- 4	- 4
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	- 1	4
14. Impôts sur les bénéfices	4	1	6
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	- 8	- 0	7

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	2,8	9,0	5,8
Rapport de liquidité	122,2	115,3	103,4

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.